

Le paradoxe allemand

●●● **Michael Mertes**, Bonn

Associé du Bureau de conseil politique dimap consult
(Bonn et Berlin), conseiller auprès du chancelier
Helmut Kohl de 1987 à 1998

L'Allemagne aborde le cap de l'année avec un sentiment de soulagement : un nouveau gouvernement fédéral capable de fonctionner est en place. La vacance agitée est terminée. En mai 2005, le chancelier socio-démocrate Schröder avait décidé d'organiser des élections anticipées, qui ont eu lieu quatre mois plus tard, le 18 septembre. Il a fallu attendre encore deux autres mois pour que le nouveau gouvernement démocrate-chrétien (CDU/CSU) et socio-démocrate (SPD) puisse entrer en fonction, le 22 novembre, sous la conduite de la nouvelle chancelière démocrate-chrétienne Angela Merkel.

Six mois durant, l'Allemagne n'a pas été gouvernée - une situation grotesque pour un pays confronté à des problèmes économiques et sociaux urgents, dont l'un des plus pressants est le taux exorbitant du chômage, avec près de 5 millions de chômeurs. L'accélération du vieillissement de la population pèse sur l'agenda de la politique intérieure. Alors qu'en 1992 on comptait 100 personnes actives pour 36 retraités, en 2010, elles devront travailler pour 46 retraités, en 2030 pour 82 et en 2050 pour 100.

D'une certaine manière, les résultats des élections fédérales du 18 septembre dernier reflètent les sentiments contradictoires de l'électorat allemand. La grande majorité des Allemands sait que la glo-

balisation, l'élargissement de l'Union européenne et les bouleversements démographiques conditionnent la réforme structurelle du marché du travail, du système des assurances sociales et des institutions de formation. Mais cette même majorité craint de devoir payer ces inévitables changements par la perte des sécurités auxquelles elle s'est habituée. Cette attitude, souvent qualifiée de « peur allemande », n'est en aucune manière une spécialité allemande ; on peut l'observer dans d'autres sociétés d'Europe occidentale.

Aux élections du 18 septembre, aucune des deux grandes formations politiques n'a obtenu la majorité parlementaire. L'opposition, l'alliance du centre droit formée par la CDU/CSU et le parti libéral (FDP), a obtenu 45 % des voix, et la coalition au pouvoir formée par les Verts et le SPD, 42,3 %. Au même moment, au Bundestag, une nouvelle formation de gauche, réunissant des socialistes de l'Est et de l'Ouest, franchissait sans difficulté la barre des 5 % avec 8,7 % des votants.

Si l'on additionne les résultats du SPD, des Verts et des Socialistes, le nouveau Parlement de Berlin a une majorité de gauche, une majorité purement numérique puisque ni le SPD, ni les Verts ne sont prêts à s'allier avec les successeurs des communistes de l'Allemagne de

politique

L'Allemagne d'après-guerre était connue pour sa stabilité politique, jusqu'au 18 septembre passé. Le chaos résultant des élections anticipées des députés au Parlement, assorti aux grandes difficultés économiques du pays, surprend et inquiète d'autant plus les Allemands et leurs partenaires européens, confrontés à une situation inédite. Analyses et commentaires d'un spécialiste de la politique allemande.

l'Est ou avec les partisans du « traître », Oskar Lafontaine, ancien président du SPD de 1995 à 1999.

L'érosion de la stabilité

Cette constellation est une première dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre. Depuis 1949, les deux grands partis populaires, la CDU/CSU et le SPD, se sont montrés capables de former un gouvernement avec l'aide d'un plus petit parti. Aujourd'hui, ils n'y parviennent plus (du moins jusqu'aux prochaines élections régulières au Bundestag, en 2009). L'époque de la « grande coalition » (CDU/CSU et SPD) de 1966 à 1969 ne représente pas une exception : en ce temps-là déjà, une « petite coalition » de la CDU/CSU et du FDP aurait été tout aussi possible.

La capacité d'intégration des deux partis populaires, qui aux meilleurs jours pouvaient compter sur un pourcentage d'électeurs bien au-delà des 40 %, garantissait jusqu'ici une bonne stabilité politique. De 1949 à 1969 (20 ans), les démocrates-chrétiens furent au gouver-

nement avec les chanceliers Adenauer, Erhard et Kiesinger ; de 1969 à 1982 (13 ans), ce fut le tour des socio-démocrates, avec les chanceliers Brandt et Schmidt ; de 1982 à 1998 (16 ans), des démocrates-chrétiens, avec le chancelier Kohl ; de 1998 à 2005 (7 ans), des socio-démocrates, avec le chancelier Schröder.

La stabilité était en quelque sorte l'image de marque de la seconde démocratie allemande, fondamentalement distincte de la première, la République de Weimar. Rien ne symbolisait mieux la fin des « incertitudes allemandes » que la stabilité du D-Mark. Ce qui explique l'insistance du gouvernement Kohl, dans les années '90, pour obtenir de la Banque centrale européenne - comme autrefois de la Bundesbank - qu'elle s'engage en priorité en faveur de la stabilité de l'euro.

Pour les Allemands, il ne s'agissait pas là d'une simple opération de technique monétaire. Les reproches de « nationalisme du D-Mark », proférés surtout en France et en Italie, provenaient de l'ignorance de ces raisons essentiellement politiques. Un des objectifs majeurs du nouveau gouvernement fédéral sera de veiller à ce que l'Allemagne, grâce à une politique budgétaire plus stricte, remplisse à nouveau les critères de stabilité de l'Union monétaire européenne.

Angela Merkel,
22 avril 2005



Quelle évolution ?

Une des principales questions que pose l'avenir du système politique de la République fédérale est de savoir si la CDU/CSU, d'une part, et le SPD d'autre part seront capables de retrouver leur force d'intégration, ou si, à la longue, ces partis stagneront résolument en dessous de la barre des 40 %. Les élections du 18 septembre n'ont pas apporté de réponse définitive, mais elles

confirment une tendance que l'on peut déjà observer depuis les années '70, à savoir l'érosion des milieux traditionnels comme conséquence de l'évolution socioculturelle.

Ces milieux constituaient le tremplin des victoires électorales des démocrates-chrétiens et des socio-démocrates. En d'autres mots, la CDU/CSU ne peut plus compter aujourd'hui, comme elle le faisait autrefois, sur les électeurs des régions rurales catholiques, ni le SPD sur les travailleurs syndiqués. Ce n'est là, finalement, qu'une des conséquences de l'individualisme ambiant. De moins en moins d'Allemands sont prêts à se lier et à s'engager de façon durable dans les grandes organisations, que ce soit les partis, les syndicats ou les Eglises.

Du point de vue économique, cette évolution a des aspects positifs. Le système des conventions tarifaires entre les syndicats et les associations patronales est, en principe, encore en vigueur, mais il est de plus en plus miné par des exceptions. Cette évolution a commencé à l'Est de l'Allemagne réunifiée, par des accords sur les salaires et le temps de travail taillés sur mesure au niveau des entreprises privées. Ce qui a entraîné des faillites et la délocalisation des postes de travail dans les pays voisins.

Pour ne donner qu'un seul exemple, en République tchèque, le prix d'un poste de travail dans la production n'atteint pas les 20 % de ce qu'il coûte en Allemagne. Si l'on tient compte de la plus forte productivité des entreprises allemandes, l'écart se restreint : les coûts unitaires des salaires allemands représentent alors les 72 % de ceux des tchèques. La différence pourrait être compensée par une plus longue durée du travail hebdomadaire et par le renoncement aux augmentations de salaires. Le reste relève du politique, qui peut agir sur les taux des impôts sur le

revenu et des contributions à la sécurité sociale, qui, actuellement, représentent les 40 % du salaire brut.

Après la réunification

Depuis la réunification de l'Allemagne (1990), la désagrégation des milieux traditionnels s'est accélérée. En Allemagne de l'Est, pratiquement aucun cercle d'électeurs n'a d'affinité « naturelle » avec les démocrates-chrétiens ou les socio-démocrates. Seul le parti qui a succédé aux communistes est-allemands peut compter sur un électorat de plus de 20 %. Le nombre des suffrages de protestation - qui un jour peuvent voter extrême gauche et le lendemain extrême droite - y est bien plus grand qu'à l'Ouest.

Le problème ne concerne pas uniquement les socio-démocrates qui, contrairement aux attentes d'autrefois, n'ont pas réussi à absorber le potentiel électoral de l'extrême gauche, mais aussi les démocrates-chrétiens qui doivent relever en Allemagne de l'Est un grand défi. Le 18 septembre, avec 25,3 % des voix, ils ne dépassaient pas la nouvelle formation de gauche, issue des socialistes de l'Est et de l'Ouest (également 25,3 %). Ce n'est qu'en Saxe qu'ils représentent une majorité relative avec 30 % des voix.

Au vu des résultats des élections, la République fédérale est fractionnée en trois zones : le Sud et le Sud-ouest, avec la CDU/CSU comme force politique dominante, l'Allemagne du Nord avec le SPD, et l'Allemagne de l'Est.

« Si tout doit rester en l'état, il faut alors que tout change »,¹ lit-on dans le roman

1 • « *Se tutto deve rimanere com'è, è necessario che tutto cambi.* »

de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, // *Gattopardo*. Le 18 septembre a en quelque sorte inversé cette phrase : « Si quelque chose change, alors tout le reste peut rester en l'état. »

L'attitude des électeurs allemands plonge ses racines dans la culture politique allemande qui déteste les changements radicaux. C'est ainsi que les deux partis populaires qui, durant les 35 dernières années, se sont âprement combattus, ont été contraints de s'unir pour gouverner, dans une alliance qui incarne à la fois le changement et la continuité. (De fait, on ne trouve, dans l'histoire allemande d'après-guerre, qu'une seule fracture profonde consécutive à des élections fédérales : en 1998, les électeurs ont imposé un changement de coalition, de l'alliance CDU/CSU et FDP, à celle du SPD et des Verts. Dans tous les autres cas, un des partenaires de la coalition remplacée a toujours fait partie du nouveau gouvernement, assurant ainsi la continuité.)

Pragmatisme

La « grande coalition » CDU/CSU et SPD, qui dorénavant gouverne l'Allemagne pour les quatre années à venir, ne constitue pas un mariage d'amour mais un mariage de raison. Les deux partis savent bien qu'ils sont condamnés à un partenariat pragmatique. Ils doivent avant tout obtenir ensemble des succès pour enrayer l'érosion de leur base électorale.

Cette convergence d'intérêts garantira pour un certain temps la stabilité de cette variante allemande de la cohabitation. La plateforme commune, c'est-à-dire le programme du gouvernement pour les années 2005-2009, est un compromis qui, pour les uns (la CDU/CSU), prévoit des réformes, et, pour les autres (le SPD), un ralentissement de ce processus.

La consolidation du budget fédéral par la réduction de l'endettement supplémentaire et la réforme du système fédéral allemand sont les principaux projets sur lesquels, dès le départ, un consensus a existé. L'actuel système fédéral offre trop de possibilités de blocage capable de ralentir ou de faire obstruction au processus législatif. Une réforme de ce mécanisme complexe, par une répartition plus claire des compétences et des responsabilités, apporterait plus de transparence et d'efficacité.

Les personnes concernées savent bien que l'autorité de l'Allemagne dans l'Union européenne et son poids politique dans le monde dépendent, aujourd'hui plus que jamais, d'une remise en route du « modèle allemand ». Certes, l'Allemagne a été une fois de plus le champion mondial des exportations en 2004. Mais il est aussi vrai que cette position a été finalement gagnée au prix d'économies réalisées par la délocalisation des postes de travail à l'étranger. Il y a longtemps que le « capitalisme rhénan », tel qu'il s'est développé depuis les années '70, ne passe plus en Europe pour le modèle d'une balance harmonieuse entre la compétitivité économique et la responsabilité sociale.

Au début des années '90, beaucoup d'Européens craignaient encore que la surcharge pondérale de l'Allemagne réunifiée ne déséquilibre la balance européenne. Aujourd'hui, ce n'est plus la puissance de l'Allemagne qui les préoccupe, mais sa faiblesse. En s'appliquant à mettre de l'ordre dans ses structures intérieures, l'Allemagne n'agira pas seulement dans son propre intérêt, mais aussi en faveur d'un renforcement de l'Europe.

M. M.

(traduction : P. Emonet)